



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 16 janvier 2023

Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef !

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère !

Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés, et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot.

D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

Tous ensemble pour les faire reculer !

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparses. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé.

Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !

Toutes et tous en grève et en manifestation jeudi 19 !

Après les annonces de Borne sur les retraites, la bataille commence. Cette réforme, personne n'en veut... sauf le patronat !

Comment la justifier, alors que des milliers de jeunes restent au chômage, que les entreprises licencient avant même l'âge de 62 ans, que nombreux sont ceux dans les classes populaires qui n'ont pas le temps d'en profiter. Qui plus est, les caisses de retraite ne sont même pas en déficit !

Alors soyons nombreux lors de cette première journée de mobilisation, jeudi 19 janvier. Une journée qui doit en appeler d'autres !

**Manifestation à Besançon à 14 heures
place de la Révolution**

À l'hôpital, on peut mourir dans un couloir

Le 5 janvier dernier, un octogénaire est décédé aux urgences de l'hôpital après 18 heures d'attente sur un brancard. Un de plus peut-on dire, tant ces décès dans des conditions indignes se multiplient dans les hôpitaux du pays. Ce sont des sordides questions d'austérité budgétaires et d'économies sur le dos des soignants qui entraînent de telles ignominies. Il est grand temps de se débarrasser de cette société inhumaine : le capitalisme.

Ça ne s'arrange pas

Les urgences adultes sont toujours saturées avec, d'une part, les épidémies de grippe et de Covid, et de l'autre, l'insuffisance de lits d'aval à l'hôpital. À cette situation déjà extrêmement difficile, vient s'ajouter le manque d'ambulance la nuit pour ramener les patients chez eux. Du coup, les patients passent la nuit sur un brancard...

Une manifestation réussie

À l'hôpital de Champagnole, la ligne Smur et les consultations non programmées ont été fermées en novembre et décembre à cause du manque de médecins. Pour la présidente du comité de défense de la santé du centre hospitalier de Dole, « *on peut attendre des heures sur un brancard à Lons-le-Saunier, pour une occlusion intestinale, comme on peut accoucher au bord de la route à Saint-Claude. Il ne faut pas être vieux, enceinte, pauvre et malade...* »

Pour protester contre cette situation, environ 900 manifestants ont défilé samedi dernier à Lons-le-Saunier. Ils demandent la réouverture des services fermés sur l'ensemble du département du Jura.

Macron veut enterrer les 35 heures

S'adressant à des soignants à l'hôpital de Corbeil-Essonnes, près de Paris, Emmanuel Macron a affirmé vouloir « *réorganiser le temps de travail à l'hôpital* » pour aboutir à un système « *plus cohérent* » avec la réalité du quotidien hospitalier. Une réforme qui doit aboutir d'ici au « *mois de juin* » et dont la mesure phare est... l'abolition des 35 heures qui ira de pair avec l'abolition des heures supplémentaires. L'essentiel des mesures envisagées se feront au détriment des salariés des hôpitaux et annoncent une nouvelle dégradation du système de santé. Comme d'habitude...

Grève illimitée en réa néonatal à Saint-Denis et Bordeaux

Les équipes paramédicales du service réa néonatal de Saint-Denis et de la réa pédiatrique de Bordeaux sont en grève depuis fin décembre pour avoir les moyens de soigner et pour des embauches. Elles dénoncent les rappels sur les repos, l'augmentation de l'alternance jour-nuit à hauteur de 50-50 sans compensation, la non-reconnaissance des temps de transmission comme temps de travail... et le manque de personnel qui met en danger la santé des enfants.

ExxonMobil pris en flagrant déni

« *Qui aurait pu prédire une telle crise climatique ?* » se demandait Macron lors de ses vœux. Visiblement, le géant pétrolier américain ExxonMobil avait l'info depuis longtemps. Un article de la revue *Science* dévoile que les scientifiques de l'entreprise l'avaient informée du réchauffement climatique dès 1977. Total a d'ailleurs été épinglé de la même manière en 2021. Mais manifestement, tous sont atteints de déni chronique ! Quarante années de déni qui arrangent leurs affaires, bien sûr. Alors, débarrassons-nous de ces menteurs et sauvons la planète !

Pas de quoi calmer notre colère

Le gouvernement fait beaucoup de battage sur le chèque carburant de 100 euros pour les foyers modestes. Une bien maigre compensation, surtout que les prix repartent à la hausse. Et il est conditionné au fait que nous nous servions de la voiture pour aller au travail. Rien pour les chômeurs et les retraités ! Ce n'est pas ça qui va stopper la dégringolade de nos revenus face à l'inflation. Nous payer un plein d'essence alors que les caisses des grands groupes comme Total font le plein de profits, voilà la politique du gouvernement : les milliards pour le capital et les miettes pour les travailleurs.